

## « La question qui tue » : l'interrogation politique et l'infodivertissement

*“The Killer Question”: Political Interrogation and Infotainment*

Frédéric Bastien et David Dumouchel

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/8659>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.8659

ISSN : 2259-8901

### Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

### Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2013

Pagination : 77-95

ISBN : 978-2-8143-0182-5

ISSN : 1633-5961

### Référence électronique

Frédéric Bastien et David Dumouchel, « « La question qui tue » : l'interrogation politique et l'infodivertissement », *Questions de communication* [En ligne], 24 | 2013, mis en ligne le 01 février 2016, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/8659> ; DOI : 10.4000/questionsdecommunication.8659

---

FRÉDÉRIK BASTIEN

Groupe de recherche en communication politique  
Université de Montréal  
f.bastien@umontreal.ca

DAVID DUMOUCHEL

Groupe de recherche en communication politique  
Université de Montréal  
david.dumouchel@umontreal.ca

## « LA QUESTION QUI TUE » : L'INTERROGATION POLITIQUE ET L'INFODIVERTISSEMENT

**Résumé.** — La littérature sur les interviews politiques dans les émissions télévisées combinant information et divertissement questionne régulièrement la qualité de l'information que les citoyens peuvent y trouver; notamment la rigueur des interrogations conduites par leurs animateurs. En comparant des entrevues menées avec des chefs de partis politiques dans une émission d'information (*Le Téléjournal*) et un *talk show* d'infodivertissement (*Tout le monde en parle*) de la télévision publique canadienne, à l'occasion de deux campagnes électorales, nous examinons l'occurrence de deux modalités précises de l'interrogation politique : les questions d'appui et celles d'objection. Bien que ces genres de questions soient prescrits dans les manuels de journalisme, notre analyse indique qu'elles ne sont pas plus récurrentes dans les émissions d'information que d'infodivertissement. Nous concluons que, lorsque les animateurs de *talk shows* interrogent des personnalités politiques, ils pratiquent un mimétisme qui les approche des entrevues journalistiques et réduit la spécificité de ces dernières.

**Mots clés.** — Campagne électorale, entrevue télévisée, journalisme, questions d'appui, questions d'objection, *talk shows*, *Tout le monde en parle*.

L'expression fréquente de la parole politique dans des émissions d'infodivertissement à la télévision rappelle l'importance de la qualité de l'information comme enjeu de la communication politique. Elle suscite souvent la polémique, notamment par la remise en cause de la valeur de l'information qui y est transmise. Au Québec, depuis la mise en ondes de *Tout le monde en parle* (TLMEP) en septembre 2004, le succès d'auditoire de l'émission présence récurrente des politiciens sur son plateau ont déchaîné les passions. Des travaux (Garand, 2005 ; Gingras, 2008 ; Gusse, 2009) lui ont notamment reproché d'offrir aux acteurs politiques une tribune pour présenter leurs idées et programme politique sous un jour favorable sans avoir à répondre à des questions précises, les animateurs et chercheurs ne disposant pas de la culture politique nécessaire à la préparation d'une entrevue serrée. Exprimé à l'égard de plusieurs émissions semblables à TLMEP, nous verrons que ce point de vue est toutefois nuancé, voire contesté, par d'autres chercheurs qui analysent le contenu de cette modalité de la communication politique.

Dans la continuité de quelques études empiriques conduites sur les entrevues politiques dans les *talk shows*, celle-ci a pour objectif de comparer le mode d'interrogation des intervieweurs dans les émissions d'information et d'infodivertissement. Pour ce faire, nous importons dans le champ de la communication politique des concepts affinés par les spécialistes de l'analyse conversationnelle et du journalisme. De façon plus précise, à l'aide d'une analyse de contenu de 17 entrevues conduites avec les chefs des partis canadiens et québécois lors de récentes campagnes électorales, nous cherchons à établir si, dans ces émissions, les intervieweurs emploient des stratégies d'interrogation différentes. Nous constaterons que la propension des animateurs de *talk shows* et des journalistes à adopter un mode d'interrogation critique – c'est-à-dire la fréquence à laquelle ils posent des questions incitant les politiques à répondre de façon plus satisfaisante ou à réagir à des objections – est similaire dans les deux genres de programme. Cette similitude, qui va à contre-courant d'un certain discours critique visant l'infodivertissement, n'est peut-être pas étrangère à des transformations qui entraînent une certaine dépolitisation du journalisme contemporain.

## État des connaissances

L'inscription de l'infodivertissement dans l'univers des activités de communication politique a stimulé le développement de la recherche empirique sur le contenu de ces émissions, spécifiquement à propos des entrevues politiques. Jusqu'à présent, les analyses de contenu ont surtout examiné les sujets traités afin de déterminer si les thèmes étaient aussi sérieux que dans les émissions d'information. En France, Érik Neveu développa le point de vue selon lequel les *talk shows* diffusés à la télévision française ne permettent guère aux politiciens qui y sont interviewés d'exposer leurs positions sur les enjeux qui rythment les affaires de la cité. À l'appui, le chercheur présente de nombreux exemples tirés de 16 entrevues présentées à TLMEP, *On ne peut pas plaire à tout le monde* et *Vivement dimanche* en 2000-2001. Selon lui, ces

émissions marginalisent, voire refusent le discours politique « au sens d'expression de projets ou de positionnement dans les luttes partisans » (Neveu, 2003 : 102). Elles insistent sur la dimension privée et émotive de la biographie de l'invité qui est conduit à parler d'une succession d'expériences personnelles, de ses goûts et passe-temps sur un ton émotif. Érik Neveu (*ibid.* : 106) convient qu'il peut y être question de la vie politique, mais en situant ce discours dans la perspective de l'émotion : la joie de la victoire, la déception de la défaite, la difficulté à surmonter des obstacles, etc. Il identifie même les traces d'une « police du discours » qui, par des mises en garde ou des interruptions de l'animateur, met un terme aux propos strictement politiques. Érik Neveu (2012) reconnaît que certaines émissions d'infodivertissement ne s'éloignent guère du format des programmes politiques, mais il demeure perplexe quant à leur capacité à aider le public à saisir la politique.

Ces conclusions du chercheur français découlent d'une analyse strictement qualitative et non systématique d'entrevues présentées à la télévision française (Brants, 2003). Par contraste, d'autres analyses, quantitatives et systématiques, ont permis d'obtenir des résultats plus nuancés. Matthew A. Baum (2005) – dont les travaux ont fortement contribué à l'émergence du courant de recherche sur les *soft news* aux États-Unis – a constaté que les entrevues faites dans des *talk shows* (tels ceux d'Oprah Winfrey et de David Letterman) avec des candidats à l'élection présidentielle de 2000 étaient moins centrées sur les enjeux que celles conduites dans les émissions d'affaires publiques, mais que de tels sujets étaient néanmoins bien présents (*ibid.*). Quelques années auparavant, Marion R. Just et ses collaborateurs (1996) avaient observé que dans les entrevues politiques lors de la campagne présidentielle de 1992, au moins la moitié des questions étaient consacrées aux enjeux dans tous les types d'émissions, que ce soit des émissions d'information, d'infodivertissement ou de divertissement. Frédérick Bastien (2009 ; à paraître) a aussi distingué ces trois types d'émissions en examinant le contenu de 89 entrevues politiques diffusées au Québec en périodes non électorales. Il n'a pas observé des proportions aussi élevées que Marion R. Just et ses collègues quant à la place réservée aux enjeux, mais il a constaté que ceux-ci occupaient une place importante dans les émissions d'infodivertissement, soit 45 % de la durée des entrevues politiques, comparativement à 61 % dans les émissions d'information et à 15 % dans les émissions de divertissement. Une émission d'infodivertissement, la version québécoise de *TLMEP*, se distinguait des autres en consacrant aux enjeux 58 % du temps de parole des intervieweurs et interviewés.

L'importance accordée aux divers aspects de la vie politique est une dimension de l'information qu'il importe de considérer lorsqu'on évalue les mérites et les limites de différents genres d'émissions télévisées. Le mode d'interrogation privilégié par les intervieweurs en est une autre. Les animateurs de *talk shows* se distinguent-ils des journalistes en laissant *carte blanche* à leurs invités politiques, ce qui leur permettrait de véhiculer leurs idées sans être soumis au regard critique qui caractériserait les émissions d'information ? Nous approfondirons cette interrogation en comparant les questions posées par les intervieweurs dans des émissions d'information et d'infodivertissement pendant deux campagnes électorales.

## Cadre d'analyse

L'interrogation politique a retenu l'attention des chercheurs spécialisés dans l'analyse conversationnelle, mais ceux-ci ont centré leurs travaux sur les entrevues journalistiques, sans égard à certains lieux médiatiques moins conventionnels telles les émissions d'infodivertissement, où la parole politique s'exprime de plus en plus. Leurs travaux présentent l'entrevue politique conduite dans les émissions d'information comme une lutte entre un journaliste qui veut obtenir une information et un politicien qui essaie de communiquer son message à l'auditoire sans perdre la face<sup>1</sup>. D'une part, la déférence manifestée par les journalistes à l'égard des personnages politiques a cédé la place à un langage adversatif, du moins aux États-Unis (Clayman, Heritage, 2002 ; Clayman *et al.*, 2006). D'autre part, les politiciens usent de stratégies pour faire face à cette adversité et tenter de tourner les entrevues à leur avantage (Elliott, Bull, 1996). Une telle dynamique n'est pas l'apanage des entrevues politiques : elle est courante dans les interviews où la responsabilité des personnalités publiques est interpellée, qu'il s'agisse de leaders de groupes d'intérêts, de dirigeants d'entreprises ou de hauts fonctionnaires (Montgomery, 2007).

L'une des stratégies des interviewés consiste à formuler une réponse évasive à certaines questions. Janet B. Bavelas et ses co-auteurs (1990) soutiennent qu'un tel comportement ne découle pas nécessairement d'une mauvaise intention de la part des politiciens, mais qu'ils doivent souvent réagir à des questions dont l'éventail de réponses potentielles les désavantage assurément. De plus, ils sont souvent interrogés sur des sujets controversés qui divisent la société. Ils sont aussi appelés à s'exprimer sur des enjeux complexes dans un temps assez court et il arrive qu'ils doivent protéger des informations confidentielles. Toutes ces conditions peuvent inciter les politiciens à formuler des « non-réponses », pour reprendre la terminologie de Peter Bull (1994) qui guidera une partie de notre méthode d'analyse. De même, nous utiliserons le terme de « réponses intermédiaires » pour désigner les énoncés par lesquels l'interviewé ne répond que partiellement à la question.

Lorsqu'un politicien ne répond pas de façon satisfaisante, les normes journalistiques prescrivent de poser une question d'appui afin d'obtenir la réponse. Jacques Larue-Langlois (1989 : 141-142) indique que l'intervieweur doit revenir à la charge pour aider l'interviewé à préciser son propos ou à l'y contraindre si l'absence de réponse est volontaire. Ken Metzler (1997 : 128-129) recommande de répéter ou de reformuler la question si la réponse n'est pas satisfaisante. Bruce Porter et Timothy Ferris (1988 : 245-247) indiquent que les journalistes doivent persister jusqu'à ce qu'ils obtiennent une réponse. En abondant dans ce sens, Claude Sauvé (2000 : 177-178) est un peu plus pragmatique en signalant que l'intervieweur

<sup>1</sup> La communauté journalistique partage cette façon de concevoir l'entrevue politique. Selon une recension effectuée par Akiba A. Cohen (1987), le contrôle de l'interaction entre l'intervieweur et l'interviewé est l'un des sujets les plus discutés dans les manuels portant sur l'entrevue journalistique à la télévision.

devrait toutefois éviter de s'attacher à une question et de s'entêter, qu'il convient alors de constater et d'admettre l'absence d'une réponse claire. Peu importe cette divergence sur le degré d'insistance que les journalistes sont autorisés à manifester, il demeure que la question d'appui est souvent prescrite dans les manuels de journalisme et qu'elle constitue, de ce fait, une norme journalistique. D'ailleurs, elle s'inscrit dans la tendance d'un mode d'interrogation politique plus adversatif observé par Steven Clayman et John Heritage (2002 : 188-237 ; 2006), qui ont relevé une augmentation de la fréquence des questions d'appui posées par les journalistes lors des conférences de presse du président américain.

Une autre modalité d'interrogation symptomatique d'une certaine adversité entre les journalistes et les politiciens est la question d'objection. Nous désignons par ce terme inspiré de Jacques Larue-Langlois<sup>2</sup> toute question par laquelle le journaliste oppose au discours politique un fait, un argument ou une contradiction qui marque une objection au discours politique. Pour les journalistes, une partie importante du travail préparatoire à une entrevue consiste à envisager de telles questions. Selon Gail Sedorkin (2002 : 96-97), ils doivent jouer l'avocat du diable et mettre à l'épreuve les affirmations faites par les interviewés. Poser des questions d'objection est une pratique périlleuse car si elles ne sont pas fondées, elles peuvent se retourner contre le journaliste en permettant à l'interviewé de le défier et d'ainsi lui faire perdre – momentanément – le contrôle de l'entrevue.

La fréquence des questions d'appui et d'objection peut varier selon différents facteurs, notamment le genre d'émission dans lequel l'entrevue politique s'inscrit. On peut s'attendre à ce que les intervieweurs ne se comportent pas de la même façon s'il s'agit de journalistes à la barre d'une émission d'information ou d'animateurs à la tête d'un *talk show* : « Le talk-show cherche généralement à divertir, distraire, amuser ou surprendre le public. Rarement à l'instruire de faits nouveaux sur l'actualité. En ce sens, il constitue davantage une interview de spectacle (dont l'objectif est de distraire avant d'informer) qu'une interview d'information (dont l'objectif est de renseigner avant de distraire) » (Sauvé, 2000 : 20).

Dans les *talk shows*, l'un des rôles de l'intervieweur est de mettre en valeur son invité et de l'assister dans l'acte de promotion d'un disque, d'un spectacle, d'un livre, d'une cause dont il est le porte-parole (Altheide, 2002 : 417). Nous ajoutons les idées politiques à la liste. Michael Parkinson, un animateur de *talk show* britannique (Parkinson, BBC1, ITV, 1971-1982, 1998-2007), précise que son rôle consistait à créer une atmosphère propice aux confidences, à donner aux téléspectateurs le sentiment qu'ils étaient invités à tendre l'oreille vers une conversation privée qu'il entretenait avec l'interviewé. L'animateur se pose alors en récepteur attentif aux paroles de

<sup>2</sup> Dans son manuel, J. Larue-Langlois (1989 : 144-145) distingue les questions d'objection et de controverse. La question d'objection consiste à souligner une erreur, une incertitude ou une contradiction dans le discours du politicien. La question de controverse consiste plutôt à contredire l'interviewé ou à le forcer à s'exprimer sur un aspect d'un problème qu'il préférerait ignorer. Nous regroupons ces modalités sous le concept de question d'objection.

l'invité en émettant régulièrement des régulateurs verbaux (« hum hum », « bien sûr », « oui », « ah ! ») et en adoptant une position conversationnelle qui s'éloigne du format question/réponse privilégié par les journalistes (Greatbatch, 1988).

Considérant ces différences entre les émissions d'information et les *talk shows* d'infodivertissement, nous posons l'hypothèse que les intervieweurs privilégient un mode d'interrogation plus critique dans les entrevues politiques conduites dans les émissions d'information que dans celles d'infodivertissement. De façon plus précise, nous nous attendons à observer des questions d'appui et des questions d'objection plus fréquemment lorsque les politiciens sont interviewés par des journalistes que lorsqu'ils le sont par des animateurs de *talk shows*.

## Méthodologie

Cette hypothèse est testée à l'aide d'un corpus de 17 entrevues conduites pendant les campagnes électorales québécoise de 2007 et canadienne de 2008 sur les ondes de Radio-Canada, la chaîne de télévision publique francophone du Canada. Pendant ces campagnes, des entrevues avec les chefs des partis politiques ont été présentées au *Téléjournal* et à *TLMÉP*. Produit à Montréal, *Le Téléjournal* (TJ) est le principal journal télévisé national de la division francophone de Radio-Canada. En plus des reportages et des manchettes sur l'actualité du jour, on y présente aussi d'autres reportages plus longs et des entrevues visant à approfondir certains sujets. Les entrevues avec les chefs de partis ont été conduites pendant la dernière semaine de chaque campagne en face à face par le journaliste Bernard Derome, qui occupait la fonction de chef d'antenne depuis une trentaine d'années. Au cours des deux campagnes électorales étudiées, il a mené des entrevues de plusieurs minutes avec les chefs des principaux partis politiques. Elles avaient été pré-enregistrées à l'extérieur du studio, dans des lieux différents choisis par chaque leader de parti (le Vieux-Port de Montréal, un parc public, le domicile de l'un d'eux, le café favori d'un autre, etc.) ; la seule exception à ce format est l'entrevue conduite avec le Premier ministre du Canada, Stephen Harper (07/10/08), qui eut lieu dans un studio à Toronto. Quant à *TLMÉP*, il s'agit de la version québécoise du *talk show* français animé par Thierry Ardisson où l'on reçoit des invités de tous horizons (sportifs, artistes, journalistes, politiciens, scientifiques, célébrités, citoyens ayant vécu des événements extraordinaires). L'animateur est Guy A. Lepage, un animateur, comédien et humoriste populaire au Québec. Il est secondé par Dany Turcotte, le *fou du roi* dont les interventions se caractérisent par la spontanéité et l'irrévérence. Les entrevues s'y déroulent devant un public et les invités sont encouragés à demeurer sur le plateau après avoir été interviewés pour interagir durant les entrevues subséquentes.

La campagne électorale québécoise de 2007 a donné lieu au premier gouvernement minoritaire de la province depuis 1878. Le Parti libéral du Québec (PLQ) dirigé par Jean Charest, au pouvoir depuis 2003, y remporta la pluralité des sièges avec 33,1 % des votes. Le Parti québécois (PQ), qui constitue, avec le PLQ, l'un des deux principaux partis depuis 1976, fut relégué au troisième rang des groupes parlementaires et

n'obtint que 28,4 % des suffrages exprimés. Cette faible performance du parti souverainiste alors dirigé par André Boisclair est liée à la montée spectaculaire – et momentanée – de l'Action démocratique du Québec (ADQ) dirigée par Mario Dumont, qui recueillit 30,8 % des voix et accéda au statut de parti d'opposition officielle. Cette campagne est aussi caractérisée par l'importance de deux autres partis, le Parti vert (PV) de Scott McKay (3,9 %) et Québec solidaire (QS), codirigé par Françoise David et Amir Khadir (3,6 %) (Bélanger, Nadeau 2009).

Au Canada, la scène politique fédérale était dominée par quatre partis lors de la campagne de 2008. Le gouvernement sortant – minoritaire – était formé par le Parti conservateur du Canada (PCC), dirigé par Stephen Harper. Il ne réussit pas à obtenir une majorité des sièges en 2008 mais conserva le pouvoir avec 37,7 % des votes. Son principal opposant était le Parti libéral du Canada (PLC) dirigé par Stéphane Dion qui obtint 26,3 % des voix. Le Nouveau Parti démocratique (NPD) de Jack Layton demeura un tiers parti pancanadien<sup>3</sup> n'ayant jamais formé le gouvernement, mais qui bénéficiait d'une proportion substantielle des suffrages (18,2 % en 2008). Le Bloc québécois (BQ) est un parti souverainiste qui présente des candidats seulement au Québec. Il était dirigé par Gilles Duceppe et il n'a remporté que 10,0 % des votes dans l'ensemble du Canada, mais 38,1 % parmi ceux exprimés au Québec. Cette concentration géographique permet traditionnellement<sup>4</sup> au BQ d'obtenir un nombre relativement important de sièges au Parlement fédéral (49 en 2008) (Pammatt, Doman 2009).

Tous ces leaders furent invités au TJ ainsi qu'à TLMÉP pendant les campagnes de 2007 et 2008. Tous acceptèrent sauf le Premier ministre canadien S. Harper, qui déclina l'offre de TLMÉP. Combiné à la réalisation en studio plutôt que dans un lieu extérieur de l'interview avec Bernard Derome au TJ, ce refus témoigne, sans doute, de la stratégie communicationnelle du Premier ministre, qui consiste à contrôler minutieusement ses apparitions médiatiques de façon à minimiser les risques encourus<sup>5</sup>. Les 17 entrevues retenues sont celles impliquant les chefs de ces neuf partis politiques dans chacune des émissions. Elles ont été enregistrées au moment de leur diffusion, puis retranscrites par les auteurs. Le codage a été effectué par les auteurs à partir des *verbatim* ainsi produits. Les désaccords entre les codeurs ont été l'objet de discussions à mesure que le codage progressait, ce qui a permis d'éliminer ces écarts.

Notre unité d'analyse est la question. Puisque nous cherchons à évaluer les différences entre les intervieweurs, nous n'avons retenu que leurs questions. Par conséquent, nous n'avons pas comptabilisé les interactions entre les invités à TLMÉP, les

<sup>3</sup> Le NPD fit élire suffisamment de députés en 2011 pour former, pour la première fois de son histoire, l'opposition officielle à la Chambre des Communes du Canada.

<sup>4</sup> À l'élection fédérale de 2011, la montée néodémocrate au Québec a sévèrement touché le BQ qui n'a fait élire que quatre députés, G. Duceppe étant lui-même emporté par la vague.

<sup>5</sup> La stratégie communicationnelle de S. Harper consistant à contrôler minutieusement ses apparitions médiatiques de façon à minimiser les risques encourus n'est pas étrangère à une image répandue décrivant l'homme comme un politicien calculateur, froid et distant (Martin, 2010). Il est aussi vraisemblable que le parti ait estimé que l'auditoire de TLMÉP (réputé urbain et progressiste) ne correspondait pas à l'électorat qu'il ciblait, plus régional et traditionaliste.

questions que les politiciens ont posées aux intervieweurs, ni les régulateurs verbaux (*back channel*). À l'instar de Peter Bull (1994 : 117), nous avons établi la définition fonctionnelle d'une question comme une demande d'information qui n'exige pas nécessairement de syntaxe interrogative. En effet, certains types de questions, telles celles déclaratives et indirectes, appellent une réplique, même si leur forme n'est pas interrogative. À l'inverse, la syntaxe interrogative ne signifie pas obligatoirement qu'une demande d'information ait été faite. Par exemple, il peut s'agir de boutades. En conséquence, elles ont été écartées de l'analyse. Seuls les énoncés dont l'objectif premier était l'obtention d'une information ont été retenus.

Notre ensemble de données est constitué de 506 questions. Dans un premier temps, nous avons dégagé la dimension de la campagne électorale abordée par la question. À cet effet, nous avons identifié quatre catégories. La première renvoie à tout élément en lien avec un enjeu de politique publique, c'est-à-dire la santé, l'économie, l'éducation, l'environnement, les affaires constitutionnelles, les politiques familiales et beaucoup d'autres. Ces enjeux peuvent être abordés à travers la description d'une situation, d'une proposition politique, la présentation d'une réalisation antérieure ou la critique d'une position défendue par les adversaires. La deuxième catégorie incorpore toutes les questions sur la course électorale et l'organisation stratégique de la campagne (*horserace questions*). Ces questions visent à explorer l'état de la compétition entre les partis, leurs motivations stratégiques, la façon dont ils conduisent leur campagne et les résultats des sondages. La troisième catégorie concerne les questions visant à ausculter les qualités professionnelles ou personnelles des candidats, leurs informations biographiques, leurs sentiments quant aux réalités de la politique ou leur vie privée. Cette catégorisation n'est pas mutuellement exclusive : lorsqu'une question touchait à plusieurs catégories, nous l'avons incluse dans chacune. Cette question tirée de l'échange entre Bernard Derome et Mario Dumont (22/03/07) illustre notre propos : « Oui, mais en misant sur le mécontentement, est-ce que ça ne risque pas... Il n'y a peut-être pas un danger de vous accuser d'entretenir des préjugés face aux détenus, par exemple, aux fonctionnaires, aux assistés sociaux ? »<sup>6</sup>.

Cette question s'intéresse autant à la stratégie mise en place par l'ADQ qu'aux positions du parti sur des enjeux de politique publique. Nous l'avons donc codée dans les deux catégories. 22 questions composites comme celles-ci ont été dénombrées, représentant 4,3 % de notre échantillon. Enfin, une catégorie résiduelle rassemble les questions ne touchant à ni l'une, ni l'autre des catégories précédentes. La plupart d'entre elles sont des échanges informels de salutations ou de transition. Elles représentent 5,9 % des questions de notre corpus.

Dans un deuxième temps, nous avons évalué les questions des intervieweurs et les répliques des chefs de parti selon le cadre conceptuel proposé par Peter Bull (1994). Nous avons distingué trois types de répliques aux questions : la réponse,

<sup>6</sup> Alors le chef de parti le plus populaire au Québec (Bélanger; Nadeau, 2009 : 85), M. Dumont était un politicien de centre droit parfois qualifié de populiste. Il combattait cette perception dans plusieurs entrevues politiques auxquelles il participait à l'époque.

la réponse intermédiaire et la non-réponse. Dans le premier cas, l'interviewé fournit l'information qui lui est demandée. La non-réponse est une réplique par laquelle l'information demandée n'est pas donnée. Entre ces deux situations, il existe trois déclinaisons de réponses intermédiaires. La première est la réponse par implication, par laquelle le politicien rend sa position ou son opinion claire sans répondre directement à la question. La deuxième est une réponse incomplète, où l'interviewé ne répond que partiellement à une question qui comporte plusieurs volets distincts (*double barreled questions*). La troisième est la réponse d'interruption qui survient lorsque l'interviewé est interrompu avant d'avoir fourni l'information demandée. La caractérisation du type de réplique est indissociable de la question. Peter Bull (*ibid.*) distingue six types de questions – les questions de contextualisation (« *wh- questions* »), oui/non, disjonctives, déclaratives, indirectes et sans verbe (*moodless*) –, chacun assorti de règles présidant à la catégorisation des répliques. Ce sont ces règles que nous avons suivies.

Chaque fois qu'un politicien ne répondait pas à une question (réponse intermédiaire ou non réponse), nous avons noté si l'intervieweur enchaînait avec une question d'appui. Ces questions sont liées à une question principale précédemment posée et visent à relancer l'interviewé lorsque la réponse fournie est jugée inadéquate. Citons en exemple la confrontation (21/03/07) suivante entre Bernard Derome (BD) et André Boisclair (AB) :

« BD : Vous dites : "on veut faire la souveraineté". Je pense qu'on le sait très bien. Et d'ailleurs, il y a bien des Québécois qui vont dire : "M. Boisclair, pas un autre référendum ? !". Puis ce n'est pas juste quelques Québécois, ce sont les deux tiers des Québécois.

AB : Je comprends que M. Charest a tenu pas mal de référendums sur les défusions<sup>8</sup> [municipales].

BD : Je parle de l'autre, du vrai que vous voulez tenir.

AB : Mais attention.

BD : Pourquoi ? Les deux tiers n'en veulent pas.

AB : M. Dumont a dit, lui, qu'il n'embarquerait pas dans une stratégie référendaire. C'est irresponsable de sa part.

BD : Je vous pose la question à vous, là. Je vous pose la question à vous, là. Les gens, les deux tiers. Comment pouvez-vous aller à l'encontre des gens ? ».

Dans un troisième temps, nous avons analysé les questions afin de dégager celles qui confrontaient les dires des politiciens. L'objectif de ces questions d'objection est de tester les énoncés des interviewés en les opposant à des faits ou arguments que ces derniers préféreraient éviter. Par exemple, dans une entrevue avec André Boisclair (04/03/07), Guy A. Lepage demande : « Vous voulez injecter 1,1 milliard dans l'éducation. Vous promettez en même temps aux étudiants de maintenir le gel des droits de scolarité. Où allez-vous prendre cet argent-là ? ».

<sup>7</sup> Le Parti québécois a tenu deux référendums sur la souveraineté du Québec en 1980 et en 1995. Le deuxième fut rejeté par seulement 50,58 % des votes. Depuis, le PQ évoque régulièrement l'idée d'un troisième référendum.

<sup>8</sup> Le terme « défusion » désigne un processus référendaire instauré par le gouvernement J. Charest en 2006 qui visait à annuler la fusion forcée de certaines municipalités avec leurs centres-villes.

## Résultats

### Les questions d'appui

La première colonne du tableau I indique la proportion des répliques qui constituent des réponses intermédiaires et des non-réponses aux questions posées par les intervieweurs des deux émissions, ainsi que les résultats des tests de différence entre ces pourcentages (khi-carré)<sup>9</sup>. Ces résultats sont légèrement différents entre les deux émissions – il y en a eu davantage à TLMEP qu'au TJ pendant la campagne fédérale de 2008, et vice versa pendant la campagne provinciale de 2007 – mais ces différences ne sont pas statistiquement significatives. Lorsque nous combinons les deux campagnes électorales de notre corpus, on constate que les chefs de partis n'ont pas répondu de façon satisfaisante à 35,2 % des 273 questions posées au TJ et à 33,9 % des 233 questions posées à TLMEP.

Tableau I. Distribution des questions et des répliques dans les entrevues politiques<sup>10</sup>.

	Non-réponses et réponses intermédiaires	Questions d'appui	Questions d'objection
<b>A. Campagne électorale fédérale</b>			
<i>Le Téléjournal</i>	35,0 (117)	35,1 (37)	38,5 (117)
<i>Tout le monde en parle</i>	42,7 (82)	21,2 (33)	25,6 (82)
Signification statistique (p)	,275	,198	,058
<b>B. Campagne électorale provinciale</b>			
<i>Le Téléjournal</i>	35,3 (156)	27,5 (51)	25,6 (156)
<i>Tout le monde en parle</i>	29,1 (151)	34,9 (43)	26,5 (151)
Signification statistique (p)	,252	,437	,865
<b>C. Combinaison des deux campagnes</b>			
<i>Le Téléjournal</i>	35,2 (273)	30,7 (88)	31,1 (273)
<i>Tout le monde en parle</i>	33,9 (233)	28,9 (76)	26,2 (233)
Signification statistique (p)	,767	,809	,220

La deuxième colonne du tableau I indique la proportion de ces répliques insatisfaisantes suivies d'une question d'appui. Dans la section C de la seconde colonne, lorsque nous combinons les données observées pendant les deux campagnes, nous constatons que 30,7 % de ces situations ont donné lieu à une

<sup>9</sup> Le test de khi-carré ( $\chi^2$ ) permet d'établir la probabilité qu'une différence entre pourcentages observée dans un échantillon soit observable dans la population, en d'autres termes que la différence soit statistiquement significative. Par convention, on considère généralement qu'une telle différence est statistiquement significative lorsque la probabilité de ne pas la retrouver dans la population (p) est inférieure à 0,05 (soit 5 %).

<sup>10</sup> Les données sont des pourcentages et les chiffres entre parenthèses sont les dénominateurs respectifs. Les seuils de signification statistique (p) correspondent au test d'hypothèse bilatéral du khi-carré.

question d'appui au TJ comparativement à 28,9 % des cas à TLMEP, une différence qui n'est pas statistiquement significative. Nous constatons un écart plus important – mais toujours non significatif – entre les deux émissions lors de la campagne fédérale, où la proportion de questions d'appui est supérieure de presque 14 points de pourcentage au TJ. Cette situation peut s'expliquer partiellement par l'absence de Stephen Harper à TLMEP. En effet, un examen plus attentif de nos données révèle que les questions d'appui dans les deux émissions sont plus fréquentes lorsque l'interviewé est le chef d'un « grand » parti susceptible de former le gouvernement (PCC, PLC, PLQ, PQ OU ADQ) que lorsqu'il s'agit du chef d'un parti ayant peu de chance de former le gouvernement (NPD, BQ, PV OU QS). Par exemple, à TLMEP, des questions d'appui étaient posées aux premiers dans 31,1 % des cas et aux seconds dans 25 % des cas. Ces résultats ne permettent pas d'accepter notre hypothèse.

Toutefois, ces résultats portent sur l'ensemble des données et ne font pas de distinction selon les dimensions de la campagne électorale. Or, il est permis de penser qu'un intervieweur se montrera plus insistant lorsque le sujet abordé entre dans la catégorie des enjeux ou dans celle de l'organisation stratégique de la campagne électorale, plutôt que lorsqu'on discute de la vie personnelle ou de la personnalité du politicien. Le tableau 2 permet d'explorer cette éventualité.

**Tableau 2.** Distribution des questions et des répliques par dimension abordée<sup>11</sup>.

	Enjeux	Course/stratégies	Vie privée/ personnalité
<b>A. Non-réponses et réponses intermédiaires</b>			
<i>Le Téléjournal</i>	37,7 (146)	42,9 (77)	31,3 (48)
<i>Tout le monde en parle</i>	29,6 (98)	44,6 (74)	33,3 (60)
Signification statistique (p)	,193	,830	,818
<b>B. Questions d'appui</b>			
<i>Le Téléjournal</i>	34,0 (53)	17,9 (28)	40,0 (10)
<i>Tout le monde en parle</i>	18,8 (32)	40,0 (25)	30,0 (20)
Signification statistique (p)	,131	,074	,584
<b>C. Questions d'objection</b>			
<i>Le Téléjournal</i>	34,9 (146)	42,9 (77)	12,5 (48)
<i>Tout le monde en parle</i>	32,7 (98)	31,1 (74)	16,7 (60)
Signification statistique (p)	,713	,134	,545

La section A du tableau indique que la proportion de réponses intermédiaires et de non-réponses parmi les répliques des interviewés ne diffère pas statistiquement entre les deux émissions, peu importe la dimension de la campagne sur laquelle

<sup>11</sup> Les données sont des pourcentages et les chiffres entre parenthèses sont les dénominateurs respectifs. Le nombre de questions comprises dans notre corpus diffère de la somme des questions répertoriées dans ce tableau car certaines appartiennent à plus d'une dimension et que celles classées « autres » ne sont pas comprises. Les seuils de signification statistique (p) correspondent au test d'hypothèse bilatéral du khi-carré.

on les interroge. En outre, on note que les chefs ont un peu plus tendance à esquiver les questions lorsqu'elles portent sur la course et les stratégies de leur parti. Lorsqu'il est question des enjeux et que les interviewés ne formulent pas une réponse, les questions d'appui surviennent un peu plus souvent au TJ (34,0 %) qu'à TLMEP (18,8 %), un écart de 15 points de pourcentage. Cela paraît conforme à la fonction sociale du journaliste. À l'inverse, elles sont cependant posées plus souvent à TLMEP (40,0 %) qu'au TJ (17,9 %) lorsqu'on discute de course et de stratégies. Mais, dans tous les cas, ces différences ne sont pas statistiquement significatives.

Traitant des questions d'objection, la dernière colonne du tableau 1 ne permet pas de valider l'hypothèse selon laquelle elles sont plus fréquentes au TJ qu'à TLMEP. Certes, le TJ présentait une fréquence plus élevée de questions d'objection lors de la campagne fédérale de 2008 que TLMEP, mais cette différence n'est pas significative sur le plan statistique. L'absence du Premier ministre Stephen Harper à TLMEP explique aussi une partie de cet écart entre les deux émissions. D'une part, les questions d'objection dans ce *talk show* étaient posées un peu plus souvent aux chefs des « grands » partis (29,1 %) qu'aux autres (20,7 %). D'autre part, les entrevues conduites avec deux des trois autres chefs fédéraux sont caractérisées par l'importance inhabituelle qu'y ont prises les questions sur la personnalité et la vie privée – 40 % pour l'entrevue avec Jack Layton<sup>12</sup> (NPD), 56 % dans l'entrevue avec Gilles Duceppe (BQ). Or, les questions d'objection sont posées moins souvent lorsqu'on discute de cette dimension de la vie politique (section C du tableau 2). Pendant la campagne québécoise, alors que tous les chefs ont été interviewés dans les deux émissions, la performance des intervieweurs est presque identique. Dans tous les cas, il n'y a pas de différence significative entre le TJ et TLMEP quant à la fréquence des questions d'objection, peu importe la campagne électorale et la dimension qui sont abordées.

## Les questions d'objection

Les questions d'objection sont spécifiquement valorisées par les journalistes contemporains. Ils estiment qu'il est de leur devoir d'interroger le discours politique, de le remettre en question, de souligner ses contradictions, etc. Cependant, ces questions ne forment pas un ensemble homogène. On peut les distinguer selon plusieurs caractéristiques : elles peuvent être spéculatives ou non ; elles peuvent reposer sur des faits dont le degré d'exactitude et de précision varie ; elles peuvent souligner des contradictions entre deux éléments qui émanent de l'entrevue elle-même, ou entre deux éléments dont l'un et/ou l'autre proviennent d'une référence externe à l'entrevue.

<sup>12</sup> Le ratio important des questions sur la personnalité et la vie privée ne surprend pas puisque les animateurs de TLMEP aiment échanger des plaisanteries avec J. Layton, lui accolant souvent le sobriquet de « bon Jack », une expression qui souligne les qualités humaines d'un individu. D'ailleurs, un sondage conduit en 2010 le plaça en tête des personnalités politiques avec lesquelles les citoyens aimeraient le plus partager un verre. « Que n'a-t-on dit du charisme de Jack Layton ! » écrira en 2011 une éditorialiste du *Devoir*, l'influent quotidien québécois (Boileau, 2011). Il mourra trois mois après l'accession de son parti au statut d'opposition officielle en 2011.

Une question d'objection peut être de nature spéculative. L'intervieweur peut tenter de défier le politicien en spéculant sur ce qu'est (ou sera) la réalité. Cette situation peut survenir lorsque l'intervieweur pose une question spontanée, improvisée, en réaction à une réponse antérieure du politicien. Interrogé au TJ (06/10/08) sur ce qu'il ferait pour combattre la crise économique au Canada s'il était élu, le chef libéral Stéphane Dion (SD) parla de la nécessité de discuter avec les premiers ministres provinciaux, ce qui suscita spontanément une question d'objection de Bernard Derome (BD) qui remet en question l'originalité d'une telle proposition :

« SD : On a d'autres gouvernements dans ce pays, on est une fédération, il faut que tous les gouvernements coordonnent leurs efforts et qu'on réunisse les premiers ministres.

BD : Je pense bien que les coups de fil se donnent régulièrement entre [la capitale fédérale] Ottawa et les provinces ».

Dans un tel cas, l'intervieweur n'est pas en mesure d'affirmer un fait. En spéculant, il reconnaît les limites de ses connaissances et pose une question d'objection au risque de voir la pertinence de celle-ci contestée par l'interviewé.

Une question d'objection peut reposer sur des faits que l'intervieweur connaît ou croit connaître. Ces faits peuvent varier selon leur degré d'exactitude et de précision. Si la spéculation sur les faits pose un risque, celui-ci est minimisé du fait que l'intervieweur formule sa question de manière à expliciter son incertitude. Ainsi, dans l'exemple précédent, le journaliste indique-t-il qu'il « pense bien » que les gouvernements fédéral et provinciaux discutent régulièrement de l'économie ; il n'affirme pas que tel est le cas. En revanche, lorsque la question d'objection repose sur un fait inexact, l'intervieweur est en position vulnérable et l'interviewé gagne (au moins momentanément) en autorité. De telles situations ne sont pas fréquentes, mais nous en avons repérées dans le corpus. Pendant la campagne québécoise de 2007, Jean Charest (JC) évoquait régulièrement un manque à gagner de quatre milliards de dollars laissé par ses adversaires du PQ au moment où ceux-ci perdirent le pouvoir au profit du PLQ en avril 2003. Bernard Derome (20/02/07) tenta de le défier sur ce point, mais il invoqua un fait inexact :

« BD : Tantôt, on a parlé du trou, là, laissé par le Parti québécois de quatre milliards, et tout... Mais vous parlez pas très souvent du deux milliards et quelques que monsieur Landry [ancien chef du PQ et prédécesseur de Jean Charest au poste de Premier ministre] est allé chercher de monsieur [Jean] Chrétien [Premier ministre du Canada de 1993 à 2003], puis aussi le 4,3 milliards qu'il avait obtenu monsieur [Paul] Martin [Premier ministre du Canada de 2003 à 2004] en 2004 pour la santé.

JC : Bien, moi, je suis allé chercher justement ce 4,2 milliards de dollars de monsieur Martin. [...] Moi, je suis allé le chercher, oui, le 4,2 milliards. En fait, mon gouvernement a signé pour 14 milliards de dollars d'ententes avec le gouvernement fédéral. C'est quand même un beau, beau bilan en termes de relations fédérales-provinciales ».

Les questions d'objection reposant sur des faits se différencient aussi par leur degré de précision. Un intervieweur peut invoquer des faits en entretenant autour d'eux certaines zones d'ombres. Une telle stratégie contribue peu à la crédibilité de l'objection et les interviewés peuvent aisément réfuter l'objection ou éviter de répondre à la question. Cette situation est illustrée par cet extrait de l'entrevue menée avec le co-chef de Québec solidaire Amir Khadir à TLMEP (25/02/07) :

« Guy Lepage : Selon plusieurs analystes, Québec solidaire est un parti presque uniquement montréalais. Est-ce que c'est le cas ?

AK : Absolument pas ! On est implanté dans toutes les régions du Québec ».

Au contraire, une question d'objection peut invoquer des faits précis. Elle témoigne alors d'une recherche ou d'une connaissance du sujet plus importante de la part de l'intervieweur, ce qui est susceptible d'accroître la vigueur de l'objection apportée par la question. Cette précision se manifeste souvent par l'invocation de données quantitatives. Les données économiques, fiscales et les résultats de sondage sont souvent utilisés pour étayer une question d'objection. Lors de la campagne québécoise, le PQ accusait un retard sur le PLQ. Au début de son entrevue avec Bernard Derome, André Boisclair (21/03/07) suggérait que son parti bénéficiait pourtant d'appuis importants en invoquant la taille des auditoires lors d'assemblées partisans (« C'est plus de 1 000 personnes à l'université de Montréal hier, 500 à Gatineau ») et des réactions positives exprimées par divers intervenants (« [J] arrive tout juste de ma rencontre à la Chambre de commerce de Montréal, où il y a eu un accueil très chaleureux »). Peut-être aurait-il nié, quelques instants plus tard, que son parti était en difficulté si l'animateur n'avait pas été aussi précis. Il choisit plutôt de reconnaître les faits en avançant une réponse à la question plutôt que d'en attaquer la prémisse<sup>13</sup> :

« BD : Il reste que, bon, vous avez passé le cap des 30 % à peine, là. Mais lorsque monsieur Landry [le chef auquel A. Boisclair avait succédé] est parti, le Parti québécois était à 46 %. Pourquoi ? Est-ce que c'est à cause du chef ou parce qu'il y a moins de souverainistes ?

AB : Parce qu'il y a bien des gens qui ont été séduits par monsieur Harper [le Premier ministre canadien qui avait pris des engagements à l'égard des nationalistes québécois], par le chant des sirènes » (21/03/07).

Des faits précis de nature qualitative peuvent également être apportés par les intervieweurs pour s'opposer au discours politique. Toujours sur le thème de la popularité d'André Boisclair, Guy A. Lepage l'interrogea (04/03/07) au sujet de l'impact de son orientation sexuelle sur le niveau des appuis obtenus par le PQ en citant un journaliste et un animateur de radio :

GL : Dans *La Presse* du 27 février, Yves Boisvert écrivait : "On chuchote que dans les *focus groups*, l'homosexualité d'A. Boisclair ressort négativement dans les régions". [...] Les journalistes ont surnommé votre autobus de tournée le *Brokeback Express* [une allusion au film américain *Le secret de Brokeback Mountain*, Ang Lee, 2005]. En parlant du candidat péquiste de sa région, Louis Champagne, un animateur de radio à CKRS au Saguenay, a dit cette semaine que jamais les ouvriers de Jonquière [ne] voteraient pour une "tapette". Vous réagissez comment à tout ça ?

<sup>13</sup> Élu à la tête du Parti québécois en 2005, A. Boisclair ne parviendra jamais vraiment à maîtriser son image : il apparaît souvent tendu, s'exprime par un registre soutenu et peine à rejoindre les citoyens « ordinaires ». Il se débattit très rapidement contre des commentaires relatifs à son orientation sexuelle et à sa consommation de cocaïne, survenue à une époque où il occupait des fonctions ministérielles. Bélanger et Nadeau notent qu'A. Boisclair n'était guère plus estimé par la population que le premier ministre sortant. Le chef de l'ADQ M. Dumont est celui qui réussit à récolter les dividendes de l'insatisfaction populaire à l'égard du gouvernement libéral. Par exemple, M. Dumont était perçu comme étant le chef le plus compétent, honnête et près des gens par, respectivement, 27 %, 40 % et 57 % des Québécois, alors que ces proportions n'étaient que de 13 %, 13 % et 9 % pour A. Boisclair. Les appuis à J. Charest, sur ces critères, étaient respectivement de 36 %, 10 % et 7 % (Bélanger, Nadeau, 2009 : 85).

Les questions d'objection peuvent aussi relever des contradictions dans le discours politique. Les incohérences les plus simples à relever sont celles qui surgissent entre deux énoncés qui émanent de l'interviewé au cours de l'entrevue elle-même et que l'intervieweur n'a qu'à saisir au bond. Pour être identifiées, d'autres contradictions exigent que l'intervieweur ait effectué des recherches ou qu'il possède une bonne connaissance des dossiers politiques. C'est le cas lorsqu'il s'agit d'opposer deux éléments qui proviennent d'une source externe à l'entrevue, comme le fit l'animatrice de TLMEP lorsqu'il questionna le chef du PV Scott McKay (18/03/07) pendant la campagne québécoise. Il souligna une contradiction entre l'une de ses positions et un argument émanant d'un autre écologiste :

« GL : Monsieur McKay, vous êtes bien sûr en faveur d'une agriculture biologique. Pourtant, certains, comme le prix Nobel Norman Borlaug, considéré comme le père de la révolution verte, pensent que la conversion de la planète à l'agriculture biologique serait une catastrophe écologique et humaniste. Selon lui, il faudrait raser la plupart des forêts du monde pour répondre à la demande bio. Est-ce que vous croyez toujours que la culture bio est la meilleure solution pour nourrir la planète ? ».

## L'intelligibilité des questions

Au cours de notre codage, il a aussi semblé que le mode d'interrogation des intervieweurs se différençait par le degré d'intelligibilité des questions, ce qui est pertinent lorsque vient le moment d'évaluer la contribution des *talk shows* à la communication politique. Au T<sub>J</sub>, la nature et le format des entrevues qui sont conduites supposent une bonne connaissance de l'actualité politique. Un individu qui n'est pas à jour à cet égard aura parfois du mal à suivre les échanges et à comprendre la nature des sujets abordés. Par exemple, pendant la campagne québécoise de 2007, *Le Téléjournal* présentait au début de chaque entrevue un montage récapitulatif de la campagne conduite par la personnalité interviewée. Quand vint le tour de Jean Charest<sup>14</sup> (20/03/07), Bernard Derome lui demanda s'il regrettait certaines des choses qu'il avait dites. Le Premier ministre lui répondit :

« JC : Ah, mais il y a toujours des moments dans les campagnes où on dit quelque chose, on se trompe, ou un moment cocasse. Il y en a toujours.

BD : Des vrais lapsus, là !

JC : Ah ! Des vrais lapsus, il y en a toujours dans les campagnes.

BD : Parce que [ce n'en] était pas un, la dernière fois ?

JC : Sur l'indivisibilité, c'était un lapsus.

BD : Oui ?

JC : Mais d'ailleurs, depuis ce temps-là, je me suis repris en rappelant aux gens que je suis, moi, personnellement, indivisible [rires] ».

Dans cet échange, la question de Bernard Derome portait sur une déclaration de Jean Charest sur la possibilité que le territoire québécois soit amputé si le Québec se déclarait souverain après un référendum. Il avait déclaré : « Je ne crois pas que

<sup>14</sup> J. Charest est un politicien tenace qui perfore généralement très bien dans les entrevues médiatiques. Habile communicateur, il recoure souvent à l'humour lorsque le contexte lui permet de le faire.

le Québec serait indivisible » (Dutrisac, Robitaille, 2007 : A1). Quelques instants plus tard, le PLQ diffusa un communiqué de presse dans lequel le Premier ministre indiquait avoir fait un « lapsus » et réitérait « que le territoire du Québec est indivisible » (*ibid.*). Un téléspectateur qui n'était pas informé de cette déclaration controversée ne pouvait pas comprendre le sens de l'échange.

À TLMEP, les intervieweurs tentent d'atténuer la portée de ce problème à l'aide de longues préfaces qui contextualisent la question. Au cours de la même campagne, l'animateur Guy A. Lepage proposa au Premier ministre (18/03/07) de faire un bilan de son dernier mandat et commença ainsi :

« GL : Aujourd'hui, quatre ans après votre élection, les listes d'attente ont diminué pour les chirurgies de la hanche, du genou et de la cataracte, mais il y a encore plus de 30 000 Québécois qui attendent depuis six mois et plus pour une intervention chirurgicale. Au début du mois, le taux d'occupation des urgences de Montréal dépassait les 150 % et 29 % des Québécois [n']ont toujours pas de médecin de famille, alors que la moyenne est de 17 % au Canada. Ça c'est pour la santé. Vous aviez aussi promis des baisses d'impôt de cinq milliards que vous [n']avez pas faites. Comment vous pouvez défendre avec fierté un bilan dont les bases [n']ont pas été respectées ?  
 JC : Bien, d'abord, dans le domaine de la santé, on a fait tout ce qui était humainement possible pour que le système fonctionne au maximum. [...] On opère 50 000 personnes de plus par année, puis en même temps, il y a 20 % plus de demandes, incluant dans les urgences ».

L'inclusion de ces préfaces favorise probablement la compréhension des questions par les téléspectateurs moins familiers avec l'actualité politique. Les cotes d'écoute du *talk show* oscillent régulièrement entre 1,0 et 1,5 million de téléspectateurs. On peut avancer l'hypothèse qu'il est dans l'intérêt stratégique des producteurs de l'émission de fournir ces clés de compréhension pour éviter la diminution d'un auditoire sans doute plus hétérogène que celui du T1, dont l'auditoire est de taille beaucoup plus modeste<sup>15</sup>.

## Conclusion

L'objectif consistait à comparer le mode d'interrogation des intervieweurs dans des émissions d'information et d'infodivertissement. Des études antérieures ayant démontré que ces dernières consacraient aux enjeux de politiques publiques une proportion parfois substantielle des entrevues politiques qui y sont présentées, nous voulions examiner les stratégies d'interrogation en portant une attention spécifique aux questions d'appui et d'objection que les normes journalistiques

<sup>15</sup> Nous ne disposons pas des données sur les auditoires du T1 et de TLMEP pendant ces campagnes électorales. Cependant, à titre de comparaison, le palmarès hebdomadaire – publié par la firme Sondages BBM (2010) – des 30 émissions les plus regardées du marché francophone québécois indique que, pendant les dix semaines où elle fut diffusée à l'automne 2010, l'émission TLMEP a obtenu un auditoire moyen de 1,2 million de téléspectateurs, se classant en moyenne au huitième rang, alors que la 30<sup>e</sup> émission du palmarès obtenait une cote d'écoute moyenne de 774 000 téléspectateurs ; le T1 ne se classant jamais parmi les 30 émissions les plus regardées, on peut affirmer que l'auditoire moyen de TLMEP est au moins le double de celui du T1.

valorisent. Tirées de l'analyse de 17 entrevues présentées au *Téléjournal* et à *Tout le monde en parle* avec les chefs des partis politiques à l'occasion de deux campagnes électorales, nos données ne permettent pas d'accepter l'hypothèse que le mode d'interrogation est plus critique dans les émissions d'information que dans celles d'infodivertissement. Les différences observées entre les deux émissions ne sont jamais statistiquement significatives.

La portée de l'analyse est évidemment limitée par l'envergure du corpus. Bien que les 17 entrevues totalisent plus de 500 questions, reste qu'elles proviennent de seulement deux émissions et que les entrevues conduites dans chacune l'ont été par les mêmes intervieweurs. Il est possible que les résultats diffèrent pour d'autres émissions d'information ou d'infodivertissement, ou que des intervieweurs différents auraient pu agir autrement. Cependant, la constance de nos résultats et leur cohérence avec une étude antérieure conduite sur un corpus d'entrevues tiré d'une dizaine d'émissions télévisées québécoises en dehors du contexte des campagnes électorales (Bastien, 2009) accréditent l'hypothèse nulle selon laquelle il n'y a pas de différence significative entre ces deux genres de programme.

Cette absence de relation entre le mode d'interrogation dans les entrevues politiques et le genre d'émission peut être le fruit de deux dynamiques convergentes et caractérisant l'évolution du journalisme politique et de l'infodivertissement. D'une part, le journalisme politique tendrait lui-même à se dépolitiser, par exemple en offrant plus souvent des articles ou des reportages – qu'Eugénie Saitta (2008) appelle des « récits politiques » – qui privilégient un cadrage de personnalisation désacralisant la fonction politique et favorisant un mode de relation entre les journalistes et leurs sources politiques caractérisé par la proximité, l'entregent, la familiarité et la posture d'écoute<sup>16</sup>. Érik Neveu (1997) lui-même ne renie pas cette dépolitisation du journalisme et observe que les journalistes politiques revisitent les formes classiques d'interaction avec les politiques, par exemple avec une approche psychologique du personnel politique afin d'éviter la marginalisation dans un marché médiatique de plus en plus compétitif. D'autre part, on observe une certaine « mise à niveau » (Fradin, 2010, 2012) des *talk shows* qui reçoivent des politiques : l'importance non négligeable accordée aux enjeux de politiques publiques pourrait résulter de cette mise à niveau ; nos données sur la fréquence à laquelle on pose des questions d'appui et d'objection à TLMEP révèlent aussi un niveau de préparation certain des intervieweurs.

Cette double dynamique atténue les différences entre le journalisme politique et l'infodivertissement, ce qui n'est pas sans soulever un questionnement sur la spécificité du journalisme dans l'espace médiatique contemporain, où de nombreuses catégories de communicateurs se disputent désormais l'attention de l'auditoire – les animateurs

<sup>16</sup> Les entrevues politiques conduites au *Téléjournal* pendant ces deux campagnes électorales participaient de ce processus, notamment en tournant dans des lieux de rencontre choisis par les politiciens, en privilégiant une amorce informelle caractérisée par des échanges de propos badins et des souvenirs divers, ainsi qu'en proposant un segment introductif insistant sur la personnalité du candidat.

de *talk shows*, les blogueurs et d'autres producteurs de contenus politiques sur le web en sont autant d'exemples. Cette évolution doit aussi conduire à repenser les propositions théoriques existantes, fondées sur les intérêts stratégiques des producteurs de chaque type d'émission, qui prédisent des différences entre les émissions d'information et d'infodivertissement que les données empiriques ne permettent pas toujours de confirmer. Pour ce faire, il semble nécessaire de prendre en compte plusieurs modalités de la communication politique (journalisme, *talk shows*, blogs, etc.) dans une perspective longitudinale afin de mieux comprendre la dynamique à l'œuvre entre les politiciens, les médiateurs et les citoyens.

## Références

- Altheide D. L., 2002, « Journalistic Interviewing », pp. 411-430, in : Gubrium J. F., Holstein J. A., eds, *Handbook of Interview Research : Context & Method*, Thousand Oaks, Sage.
- Basen I., 2009, « A Schlemiel Is the Elephant in the Room : The Framing of Stéphane Dion », *Canadian Journal of Communication*, 34 (2), pp. 297-305.
- Bastien F., 2009, « Beyond Sex and Saxophones : Interviewing Practices and Political Substance on Televised Talk Shows », *Canadian Political Science Review*, 3 (2), pp. 58-76.
- à paraître, *Tout le monde en regarde ! La politique et l'infodivertissement à la télévision québécoise*, Québec, Presses de l'université Laval.
- Baum M. A., 2005, « Talking the Vote : Why Presidential Candidates Hit the Talk Show Circuit », *American Journal of Political Science*, 49 (2), pp. 213-234.
- Bavelas J. B., Black A., Chovil N., Mullett J., 1990, *Equivocal Communication*, Newbury Park, Sage.
- Bélanger E., Nadeau R., 2009, *Le Comportement électoral des Québécois*, Montréal, Presses de l'université de Montréal.
- Boileau J., 2011, « Jack Layton – Le plan B », *Le Devoir*, 26 juillet, p. A6.
- Brants K., 2003, « N'ayez pas peur ! Une réponse à Érik Neveu », *Réseaux*, 118, pp. 183-189.
- Bull P., 1994, « On Identifying Questions, Replies, and Non-Replies in Political Interviews », *Journal of Language and Social Psychology*, 13 (2), pp. 115-131.
- Castonguay A., 2010, « Comment la droite s'organise », *Le Devoir*, 22 mai, p. A1.
- Cohen A. A., 1987, *The Television News Interview*, Newbury Park, Sage.
- Clayman S. E., Elliott M. N., Heritage J., McDonald L. L., 2006, « Historical Trends in Questioning Presidents, 1953-2000 », *Presidential Studies Quarterly*, 36 (4), pp. 561-583.
- Clayman S. E., Heritage, J., 2002, *The News Interview : Journalists and Public Figures on the Air*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Dutrisac R., Robitaille A., 2007, « Charest agite le spectre de la partition », *Le Devoir*, 7 mars, p. A1.
- Elliott J., Bull P., 1996, « A Question of Threat : Face Threats in Questions Posed During Televised Political Interviews », *Journal of Community & Applied Social Psychology*, 6 (1), pp. 49-72.
- Fradin G., 2010, *Les politiques dans les émissions télévisées de divertissement. L'exemple français*, thèse en science politique, université Panthéon-Assas.

- 2012, « La communication des candidats à l'élection présidentielle de 2012 et celle de leurs soutiens à l'épreuve du mélange des genres : l'exemple du programme télévisé "On n'est pas couché" », colloque *L'influence des élections présidentielles françaises et américaines de 2007-2012: vers un nouveau modèle transnational de campagnes électorales ?*, Centre d'études comparées en communication politique et publique, Paris, 22 juin.
- Garand D., 2005, « Pourquoi tout le monde parle de *Tout le monde en parle* », pp. 120-128, in : Venne M., Robitaille A., dirs, *Annuaire du Québec 2006*, Montréal, Fides.
- Gingras A.-M., 2008, « Les nouvelles et les affaires publiques à Radio-Canada : stratégie, intérêt humain, mélange des genres et *peopolisation* de la politique », *Argument*, 10 (2), pp. 26-32.
- Greatbatch D., 1988, « A Turn-Taking System for British News Interviews », *Language in Society*, 17, pp. 401-430.
- Gusse I., 2009, « *Tout le monde en parle* : tribune médiatique populiste ? », *Relations*, avr.-mai, p. 33.
- Just M. R., Crigler A. N., Alger D. E., Cook T. E., Kern M., West D. M., 1996, *Crosstalk : Citizens, Candidates, and the Media in a Presidential Campaign*, Chicago, University of Chicago Press.
- Larue-Langlois J., 1989, *Manuel de journalisme radio-télé*, Montréal, Saint-Martin.
- Martin L., 2010, *Hapeland : The Politics of Control*, Toronto, Penguin Group.
- Metzler K., 1997, *Creative Interviewing : The Writer's Guide to Gathering Information by Asking Questions*, Boston, Allyn and Bacon.
- Montgomery M., 2007, *The Discourse of Broadcast News : A linguistic approach*, Londres, Routledge.
- Neveu É., 2003, « De l'art (et du coût) d'éviter la politique. La démocratie du *talk-show* version française (Ardisson, Drucker, Fogiel) », *Réseaux*, 118, pp. 95-134.
- 2007, « Des questions "jamais entendues" : crise et renouvellements du journalisme politique à la télévision », *Politix*, 37, pp. 25-56.
- 2012, « Postface », pp. 209-217, in : Amey P., Leroux P., dirs, *L'échange politique à la télévision : interviews, débats, et divertissements politiques*, Paris, Éd. L'Harmattan.
- Pammett J. H., Doman C., 2009, *The Canadian Federal Election of 2008*, Toronto, Dundurn Press.
- Porter B., Ferris T., 1988, *The Practice of Journalism : A Guide to Reporting and Writing the News*, Englewood Cliffs, Prentice Hall.
- Saitta E., 2008, « Les journalistes politiques et leurs sources. D'une rhétorique de l'expertise critique à une rhétorique du "cynisme" », *Mots. Les langages du politique*, 87, pp. 113-128.
- Sauvé C., 2000, *Faire dire : l'interview à la radio-télévision*, Montréal, Presses de l'université de Montréal.
- Sedorkin, G., 2002, *Interviewing : A Guide for Journalists and Writers*, Crows Nest, Allen & Unwin.
- Sondages BBM, 2010, « Archives Palmarès 2009-10 : émissions les plus écoutées au Québec ». Accès : <http://www.bbm.ca/fr/archives-palmares-2009-10-emissions-les-plus-ecoutees-quebec>. Consulté le 27/03/13.